

Rédaction-administration : 2, rue Richard-Lenoir,
93 108 Montreuil. Tél : 808.00.80 à 84. Telex :
PRENO A 211.628 F.

Edité par la SPN (Société de presse nouvelle)
Directeur de la publication : Alain Bobbio.
Numéro de la commission paritaire : 46 722.

Imprimé par Rotographie à Montreuil.
Ricobono (pour le Sud-Est).
Midifax-Toulouse (pour le Sud-Ouest).

• Belgique : 18 FB • Suède : 2,25 KR
• Luxembourg : 15 Fl • Italie : 350 L • Grèce :
20 DR • Suisse : 1 FS • Portugal : 15 Esc
• Algérie : 1,60 Dinar • Maroc : 2,10 Diram.

rouge

quotidien communiste révolutionnaire

1F 80

Pour John Coltrane
10 ans après j.C.

LIRE PAGE 7

Après 29 mois d'occupation CHAUFOUR REDEMARRE

C'est hier que l'imprimerie Chaufour a réouvert ses portes après une occupation qui aura duré plus de deux ans. Par leur lutte, les ouvriers ont obtenu que la liquidation prononcée le 10 février 1975 soit levée. Une nouvelle société, la Copropart, a repris l'affaire. Il s'agit, derrière ce sigle, de la Société bancaire de crédit, filiale du Crédit lyonnais. Incontestablement, pour les occupants soutenus par la CGT, c'est une victoire. Mais il ne faut pas oublier que de nombreux travailleurs restent quand même sur le carreau.

Le texte officiel de l'accord, signé le 8 juillet, stipule en effet clairement que les anciens de Chaufour ne seront repris que « au fur et à mesure des besoins de l'entreprise. » Formulation vague qui laisse à l'entière discrétion patronale le choix des dates de réembauchage, voire même de son arrêt en cas de difficultés. Les travailleurs seront certes vigilants, mais il est clair qu'on est loin de la garantie sur le maintien de l'emploi à Vitry.

Il s'agit, fait notable, de la septième réouverture d'une entreprise liquidée dans le département. Cette reprise de la production à Chaufour doit aussi permettre de revenir sur les conséquences du plan Lecat de restructuration de l'imprimerie. Avec ses milliers de licenciements un peu partout. Car si Chaufour a pu réouvrir, avec un effectif moindre, les menaces pèsent contre l'emploi : Victor Michel, Lang, Néogravure.

Au-delà de la solution obtenue par les travailleurs de Vitry, ces faits devraient suffire à nous rappeler que l'austérité ne se combat pas boîte par boîte. C'est aussi une des leçons de Chaufour.

Occupation de l'usine Gervais-Danone à Marseille

Lire page 5

LE PC PORTUGAIS CRITIQUE LA CONTRE-REFORME AGRAIRE DE SOARES

Lire page 2

Répression anti-syndicale au Sénégal

Lire page 3

Accident technique à la centrale de Fessenheim

Un nouvel accident technique a entraîné l'ajournement de la mise en service de la première tranche de la centrale nucléaire de Fessenheim (Haut-Rhin) jusqu'au mois d'août.

C'est le manque d'étanchéité d'un joint de la cuve du réacteur, constatée le 13 juillet, qui a amené ce retard. La mise en service définitive de ce réacteur est prévue pour le début du mois d'août, déclare-t-on à la direction de la centrale.

Déjà, le 2 mai dernier, alors que les techniciens procédaient aux essais de montée de puissance du réacteur, un premier incident survenu à la turbine avait nécessité l'arrêt de la centrale pendant plusieurs semaines.

Le saupoudrage électoral continue GISCARD DECOUVRE LES HLM

• Après une « visite-surprise » dans un logement populaire, il annonce une série de mesures « d'aide au logement »

• Il y a 4 400 000 mal logés actuellement en France

Giscard passait la matinée d'hier à Orléans pour installer le nouveau « Conseil national de l'accession à la propriété ». Venant de Paris, il a fait un détour par la cité HLM de la Ferté-Saint-Aubin pour serrer la main de ses vieux amis, les Odiot, qui sont les premiers à bénéficier de l'« aide personnalisée au logement ».

Quesako ? Une loi du 3 janvier 1977 a institué une réforme de l'aide à l'habitat. Celle-ci vise à augmenter le nombre de familles modestes pouvant toucher des allocations, soit pour payer le loyer, soit pour acheter un appartement. Fort bien. Le président, cependant, a lui-même tiré les enseignements de la réforme en annonçant qu'en 1978, 220 000 personnes pourraient bénéficier de l'aide améliorée, soit 5 % de ceux que l'on considérait, en 1975, comme des « mal-logés ».

Giscard en a d'ailleurs profité pour philosopher : « Se loger dans des bonnes conditions, selon la formule de son choix, doit devenir une faculté ouverte à tous les Français. » Il pensait sûrement aux 875 000 logements en surpeuplement « accentué » pour reprendre la délicate formule de l'INSEE ou aux 3 167 ?? en état de surpeuplement « modéré ».

Se faisant également le chantre de la « propriété populaire », il a oublié d'intégrer dans sa dissertation quelques éléments concernant les conditions matérielles de l'habitat en France. Le recensement d'il y a deux ans révélait, en effet, que 6 680 000 logements étaient considérés « sans confort ». Parmi eux, on en dénombrait 5 280 000 sans WC, 1 755 000 sans eau courante et 1 430 000 aménagés dans des immeubles dont les murs et les toitures sont faits de matériaux précaires.

Il faut dire que la fameuse « nouvelle politique du logement » ne s'attaque guère aux racines même d'une crise déjà ancienne. La preuve ? Des dizaines de milliers de logements sont vides, faute de trouver acquéreurs du fait de prix trop élevés. De plus, la construction même de logements « bon marché » a nettement baissé en 1977. Pour les cinq premiers mois de l'année, on comptait 88 800 mises en chantier d'appartements collectifs, contre 101 300 pour la même période de l'année 1976, soit une chute de 12 %.

Le problème est donc ailleurs que dans la généreuse distribution, sous forme d'aumônes, de quelques dizaines de francs supplémentaires

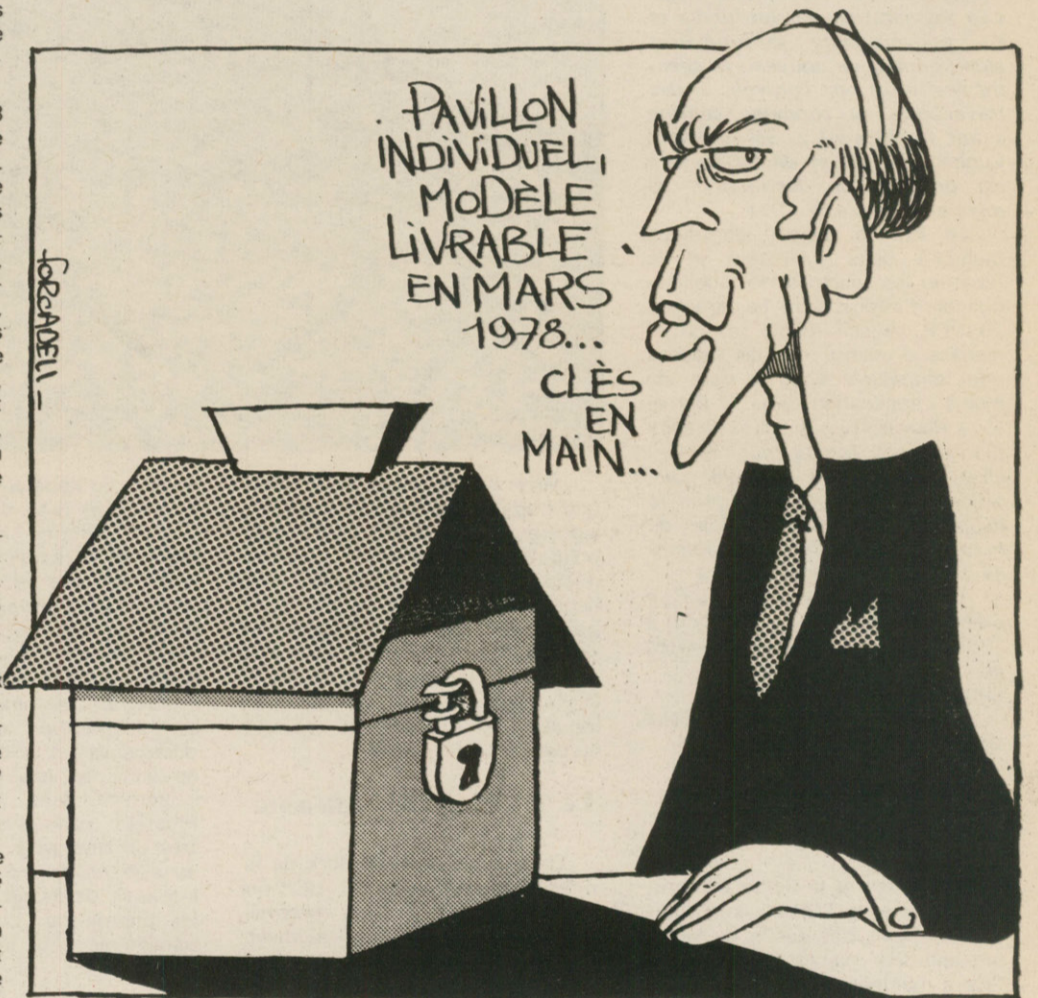
pour les familles les plus démunies. Les organismes de HLM ont d'ailleurs émis des réserves sur l'ampleur de la réforme et les confédérations syndicales en ont souligné toutes les limites.

Giscard, lui, en paraît tout à

fait content. Il en a même fait un symbole de l'unité de la France, en concluant son discours orléanais, par ces quelques phrases : « L'unité est-ce possible ? Eh bien ! mon sentiment, c'est que l'unité, je l'atteindrai. » Il est revenu

méditer sur ce pronostic dans son 25 pièces, tout confort, téléphone, chauffage central, quatre salles de bains, deux cuisines, six WC, parc ensoleillé, moquette, etc., avenue de Marigny, à Paris.

Pierre Julien



Scission dans le PC anglais L'AILE PRO-MOSCOU

FONDE UN « NOUVEAU PARTI COMMUNISTE »

L'aile pro-Moscou du PC britannique a fait scission et annoncé la constitution d'un « nouveau Parti communiste ».

C'est au cours du week-end dernier que les militants du PC britannique, opposés à l'« eurocommunisme » de leur direction, ont décidé de quitter le PCB. Ce courant s'était constitué à l'automne dernier et était dirigé par le secrétaire de la région de Surrey (sud de Londres) Sid French. C'est la publication du nouveau programme du Parti, « la voie britannique vers le socialisme », que le « nou-

veau Parti communiste » qualifie de « social-démocrate et non communiste », qui est le prétexte de cette rupture. Le PC britannique est le deuxième PC, en quelques mois, après le PC suédois, où une aile pro-Moscou décide de scissionner.

Avant la scission, l'aile Sid French regroupait 5 000 des 25 000 membres du PCB.

Mais il apparaît déjà certain, qu'après la scission, les pro-Moscou ne récupèrent pas le plein de leurs partisans au sein du PCB.

Petit guide incomplet et partial du Pays basque

Lire page 8

PORTUGAL

Le débat agraire

« UN PLAN DE DESTRUCTION, DE MISERE ET DE FAIM »

C'est depuis hier que s'est ouvert à l'Assemblée de la République portugaise le débat sur le projet de loi du ministre socialiste sur la Réforme agraire. Jusqu'au bout, le PS portugais a cherché à obtenir le soutien ou l'abstention des deux partis de la droite présents à l'Assemblée de la République, le Centre démocratique et social (CDS) et le Parti social-démocrate de Sa Carneiro (ex-PPD).

Avec la gauche du PS, regroupée dans l'association « Fraternité ouvrière » et l'extrême gauche, le principal adversaire du projet de loi gouvernemental reste bien sûr le PCP. Dans un récent discours, prononcé à Vialonga, le 9 juillet, le secrétaire général du PCP, Alvaro Cunhal, n'a pas mâché ses mots : « La restauration des latifundia et du pouvoir des latifundiaires signifieraient de nouveau le spectre des terres non cultivées et des travailleurs au chômage comme avant le 25 avril. » Selon Alvaro Cunhal, « le projet de loi Barreto est un plan de destruction, de misère et de faim (1). »

Le PCP a depuis longtemps multiplié dans l'Alentejo et le Ribatejo les réunions de mobilisation et d'information. La direction du PCP hausse même le ton et menace d'utiliser tous les moyens pour empêcher sinon le vote, du moins l'application de la loi Barreto : « Pour notre part, nous faisons tout et nous ferons tout, démarches, négociations avec le gouvernement, interventions dans le débat à l'Assemblée, actions de masse, pour que ce projet sinistre ne soit pas mis en œuvre. »

Et le PCP surenchérit : « Que prétend faire le gouvernement ? Soumettre par la force des armes des centaines de milliers de Portugais ? »

Mais il y a loin des paroles aux actes...

Le souvenir de Catarina Eufemia...

L'Alentejo et le Ribatejo représentent pour le PCP un enjeu certain. Ce sont des zones de vieille implantation communiste, où le PCP a multiplié ses réseaux et son influence à partir des années 1940. En 1962, il anima la grande grève des 200 000 travailleurs agricoles pour la journée de huit heures. La figure de Catarina Eufemia, jeune paysanne communiste, fauchée par les tirs de mitrailleuses de la GNR (gendarmerie) alors qu'elle dirigeait un cortège de femmes paysannes au début des années 1950, reste légendaire.

Le mouvement d'occupation des terres à partir de mai-juin 1975 a été largement spontané, plus qu'il n'a correspondu à des « consignes » venues du CC du PCP. Mais il est certain que le PCP a suivi et appuyé le mouvement au moins jusqu'à novembre. Certes, lorsque le système des Unités collectives de production s'est mis en place, la gestion bureaucratique du PCP, les exclusives lancées contre tous les travailleurs non communistes, gauchistes et socialistes, provoquèrent des tensions au sein des UCP ou entre les UCP communistes et les autres. Tensions démultipliées par les conceptions du PCP sur la « bataille de la production » et la constitution de réseaux de distribution vers les centres urbains « sélectifs », réservés aux seules UCP « bien pensantes ».



Mais il n'en reste pas moins que l'application de la loi Barreto signifierait pour le PC une défaite politique personnelle, comme d'ailleurs elle marquerait une dégradation qualitative des rapports de forces politiques et sociaux entre les classes au Portugal. Et rien ne laisse prévoir que le PCP répondra au niveau que requiert la provocation ouverte qu'est cette loi Barreto.

Le précédent de septembre

En septembre 1976, lors de la « désoccupation » de 101 UCP qui furent rendues à leurs propriétaires, le PCP « plia » finalement, au nom de la « légalité démocratique ». Il est vrai qu'alors, pour ces « désoccupations », le gouvernement Soares avait négocié avec le PCP, par l'entremise du syndicat des travailleurs agricoles. Aujourd'hui, c'est en négociant le

soutien ou l'abstention de la droite que Soares entend faire passer sa loi de réforme agraire Barreto. Mais, en entendant Alvaro Cunhal expliquer que le « PCP épuiserait toutes les possibilités de dialogue de discussion, de négociation avec le gouvernement, comme à l'Assemblée de la République, afin de bloquer l'offensive de récupération capitaliste », le doute surgit et se précise, que tout ne soit pas mis en œuvre, non seulement dans l'Alentejo et le Ribatejo, mais aussi dans les centres urbains, pour casser les reins au « 25 novembre agraire », dont les amis de Mario Soares se font les champions. L'enjeu de cette bataille ne peut échapper à personne.

Michel Rovère

(1) Avante, organe du comité central du PCP, 14/7/1977.
(2) Cf. article d'Inprecor n° 59, octobre 1976 : « L'Enjeu de la réforme agraire ».

ITALIE

« Détenus pour violence politique »

Le PCI et ses alliés font feu de tout bois contre l'appel des intellectuels français contre la répression (« Rouge » du 16 juillet). Articles dans la presse, interpellations de Sartre et ses amis, mobilisation des témoins : la machinerie mise en marche est impressionnante. Ce rouleau compresseur démontre au moins une chose, faute de convaincre, quant à la bonne foi de ses conducteurs : l'appel a touché un point hypersensible. L'unanimité de la riposte inquiète. On a même vu ici l'éditorialiste très réactionnaire du « Journal du dimanche » faire une colonne en défense de la politique du PCI, affirmant que les intellectuels français avaient jadis été mieux inspirés. Il a omis de nous dire quand.

Le PCF, s'avisant seulement hier matin de l'existence de cet appel, l'exécute en une phrase où il n'attaque pas le contenu mais le déconsidère en situant ces intellectuels dans une tour d'ivoire. L'appel, avec lequel nous avons déjà expliqué quels sont nos désaccords, certes hypertrophie la réalité de la répression et reste dans un flou dangereux face aux « dingues de la gâchette », aux stratèges du P 38, dont les provocations insensées renforcent les défenseurs de l'ordre institutionnel et facilitent une répression qui vise surtout les travailleurs combattifs, mais il agit comme un révélateur dans une société de faux-semblants, marquée par l'unanimité de tous les partis, réunis dans un même programme de gouvernement. Ce n'est pas le goulag, mais à trop vouloir démontrer, les dirigeants italiens nous en apprennent des vertes et des pas mûres. Le ministre de l'Intérieur vient de rendre publics des chiffres sur les personnes détenues pour « violence politique ».

Les prisons italiennes hébergent 128 membres des Brigades rouges ou déclarés tels (par qui ?), 123 membres des NAP et 12 de Première Ligne. Ces chiffres ne nous disent pas le nombre de personnes arrêtées après les manifestations étudiantes du printemps dernier. A Bologne seulement, 12 des animateurs de Radio-Alice sont en taule. Il est envisagé de regrouper tous ces prisonniers dans un pénitencier spécial, afin d'éviter qu'ils « contaminent » les autres. Un dernier chiffre significatif nous est livré par cette déclaration qui veut être polémique avec

l'appel contre la répression : les prisons sont pleines à 137 %.

C'est une situation que le PCI par la voix d'Amendola qualifie « d'état de mobilisation démocratique générale et permanente » en s'étonnant que « Sartre découvre une répression au moment même où le PCI entre d'une façon nouvelle et originale dans l'ère du gouvernement ».

Quoi qu'en dise Amendola, cela fait quand même beaucoup de prisonniers politiques pour une société démocratique.

David Freiman

Rectificatif

Nous avons écrit samedi, en note d'un article sur la répression en Italie, que Jean-Marie Vincent était signataire de l'appel des intellectuels français. C'est une erreur faite sur la foi de la liste de signataires transmise par ses promoteurs. Jean-Marie Vincent, en désaccord avec son contenu n'a jamais signé ce texte.



CORNE DE L'AFRIQUE
L'Union soviétique
à pile ou face

Les combats continuent autour de la capitale de l'Erythrée, Asmara. Par ailleurs, après la prise la semaine

dernière de Keren et Décamere, c'est la ville d'Agordat qui est sur le point de tomber aux mains des nationalistes érythréens. Les renforts éthiopiens continuent d'arriver dans les camps de regroupement en même temps que du matériel. A ce sujet Newsweek dans son dernier numéro, fait état d'un accord secret signé entre l'Ethiopie et l'URSS au terme duquel Addis-Abeba recevrait 500 millions de dollars d'armement soviétique. Parmi ces équipements, l'hebdomadaire précise qu'il s'agirait de MIG 21 et de missiles Sol-Air SA-7.

Une augmentation du nombre des conseillers militaires soviétiques serait également à l'étude. Par contre des rumeurs continuent de circuler sur le renvoi prochain de 6 000 conseillers soviétiques basés en Somalie, informations diffusées par le Daily Télégraph, le Guardian et le Washington Post. Même si le gouvernement Siad Barre a démenti ces rumeurs, il n'en reste pas moins vrai qu'un engagement de l'Arabie Séoudite envers la Somalie a été discuté. Il porterait sur une aide économique et militaire de 1,7 milliards de francs dont on doute que l'Arabie Séoudite n'ait pas exigé une contrepartie.

F.T

CHILI

Lefebvre parmi les siens

Si le paradis existe, il ressemble trait pour trait au Chili de Pinochet. Conséquent avec ses propos antérieurs, Lefebvre est allé traîner sa soutane dans les salons de la « high society » de Santiago. Peiné pourtant que le cardinal Raul Silva Henriquez, chef de l'Eglise chilienne, lui ait refusé une église. Encore qu'on eût mieux vu le prélat d'Ecône célébrer la foi dans le stade où le chanteur Victor Jarra eut les mains tranchées à la hache.

Quoi qu'il en soit, l'adepte de saint Pie X était parmi les siens. Aux cris de « Oui à Lefebvre, non au communisme »,

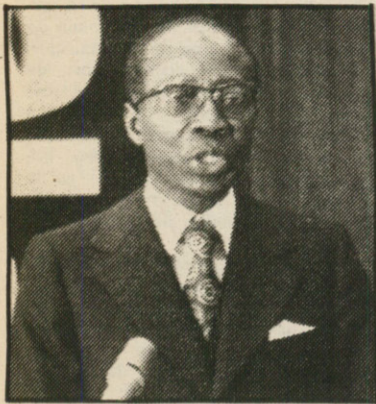
toute une faune naziforme était venu l'attendre à l'aéroport. Jeunes gens de « Patria y Libertad » familiers après le coup d'Etat de la torture et de l'exécution sommaire, vieilles bigotes des hauts quartiers, qui jadis s'exhibèrent dans des manifestations de casse-roles « vides ».

« Nous sommes simplement de bons catholiques. Les bons catholiques doivent respecter la tradition, nous ne pouvons la changer », leur a précisé l'apôtre. La tradition d'exploiter les mineurs de Lotita et de Chuquicamata, la tradition de maintenir en servage

les Mapuches, la tradition de l'ITT, Anaconda Cooper Company et Yarrur. De bons catholiques tout simplement... qui jettent les cadavres désarticulés de ceux qui ne l'étaient pas dans le Mapocho, qui courent des rats dans le vagin des femmes.

Dans la tradition des sultanes qui forniquèrent avec le nazisme, de celles qui ligitièrent la « gégène » en Indochine et en Algérie. Eglise qui bénit, lorsque les temps s'y prêtent, les charniers mécréants.

SENEGAL Senghor manie la trique, la gauche française se tait



Le président Léopold Sédar Senghor, à ses heures poète, est un adepte de liberté. Mais pas n'importe laquelle et surtout pas celle que revendiquent au Sénégal les travailleurs, les paysans ou les étudiants en lutte. On se souvient que durant plus de deux mois (Cf. « Rouge » du 9 au 15 mai), l'ensemble de l'université se mit en grève, au départ, pour protester contre les scélérats « contrats d'Etat », par la suite, pour gagner le droit à s'organiser indépendamment du gouvernement comme cela était de tradition.

Peu de temps après, ce furent les cheminots qui arrêtaient le travail, paralysant l'ensemble du trafic. Témoignages d'un renouveau du mouvement de masse dans le cadre de la « démocratie » conditionnelle de Senghor, ces luttes subirent immédiatement la répression : exclusions, arrestations, expulsion pour les étudiants ; décret de réquisition et licenciement pour les cheminots.

Malgré cela, la combativité exprimée à l'occasion de ces conflits a laissé des traces. Senghor et son « parti socialiste » le savent. Aussi, tentent-ils aujourd'hui d'effacer ces épisodes, sinon de conjurer leur renouvellement. A cet effet, le chantre de la négritude, vient d'annoncer devant le conseil national de son parti qu'une quinzaine d'étudiants ayant eu des responsabilités dans les événements de mai-juin seraient enrôlés de force dans l'armée sénégalaise. D'autres étudiants et élèves, dont le nombre n'a pas été précisé, seront tout bonnement exclus des établissements d'enseignement supérieur et des écoles secondaires publiques.

Quant aux cheminots, la note à payer sera identique. Plusieurs chefs de service ont été licenciés à la Régie des chemins de fer pour avoir refusé de répondre à l'ordre de réquisition du gouvernement. Soixante dix-sept travailleurs avaient déjà été licenciés au moment de cet ordre. D'autres le furent par la suite.

Ces faits qui ne sont pas sans rappeler les méthodes utilisées lors des grèves de 1968, 1969, et 1971 interrogent le mouvement ouvrier français et notamment le PC et le PSU (membre de la même internationale que le parti de Senghor), dont on attend avec intérêt depuis plusieurs mois une prise de position. Leur silence en tout cas, s'il se poursuivait, ne pourrait que préfigurer leur politique dans le cadre de la venue éventuelle de l'Union de la gauche au gouvernement. Une illusoire non-ingérence ayant pour traduction le feu vert à Senghor pour ses méthodes policières. Récemment, 450 intellectuels sénégalais ont exigé « la reconnaissance immédiate de tous les partis politiques » et ont dénoncé le tripartisme artificiel instauré dans ce pays. A cette occasion également, la gauche française est restée muette. Ses militants, ses syndicalistes, ne doivent pas l'accepter. C'est un « sens des responsabilités » en forme d'aveuglement et de lâcheté.

F. Tenaille

Un film militant NUCLEAIRE, DANGER IMMEDIAT

Quelques conseils pratiques pour se le procurer

Nous avons signalé dans « Rouge » la sortie du film « Nucléaire, danger immédiat », réalisé par le collectif Grain de sable. EDF avait demandé la coupure d'une séquence du film. C'est l'un des agents d'EDF, M. Bienvenu, directeur adjoint des études et recherches, qui s'estime mis en cause personnellement. Mais, pour cette cause toute personnelle, M. Bienvenu a néanmoins recouru à l'avocat d'EDF, M^e Baudou. Quant au collectif Grain de sable, il explique qu'il s'en est pris au symbole que représente M. Bienvenu. Lors de la conférence de presse du 18/7/1977, nous avons appris que le tribunal a accepté la coupure de la séquence.

Nous avons signalé dans Rouge la sortie du film, Nucléaire, danger immédiat, réalisé par le collectif « Grain de sable ». EDF demande la coupure d'une séquence de ce film, mais aucune décision juridique n'a encore été prise. C'est l'un des agents d'EDF, M. Bienvenu, directeur adjoint des études et recherches qui s'estime mis en cause personnellement. Mais, pour cette cause toute personnelle, M. Bienvenu a néanmoins recouru à l'avocat d'EGF, M^e Baudou. Quant au collectif « Grain de sable », il explique qu'il s'en est pris au symbole que représente Bienvenu, qui parle d'ailleurs au cours de la séquence en question avec un carton « EDF » devant lui.

Le film a été produit par souscription. C'est la première fois qu'il est recouru à ce mode de financement depuis le film de Renoir sur le Front populaire. La souscription a rapporté environ 70 000 F. Cela laisse une dette encore importante, sans compter les frais de diffusion. Pour assurer du mieux possible la diffusion et continuer la souscription, voici les modalités mises au point par le collectif :

— Pour la diffusion est envisagé un système de gestion de la copie par région : le collectif propose aux comités et associations locales de se grouper pour acheter une copie et se charger de sa diffusion régionale. Les comités se regroupent, organisent une projection « interne » et mettent au point une diffusion régionale.

— Pour les dettes : les comités peuvent encore prendre des actions collectives : ces actions sont de simples avances, puisque la récupération est prévue lors des projections.

— Comment louer le film ? Il faut s'adresser au groupe-gestion régional s'il s'en met un en place, ou s'adresser directement au collectif. La liste des groupes-gestion régionaux sera publiée dans la presse au fur et à mesure de leur constitution.

— Achat d'une copie : Il faut réunir au total 4 100 F pour l'achat d'une copie 16 mm son-optique.

— Matériel d'information : Il y a des affiches qui ont été tirées en deux couleurs, l'une de format 38/56, l'autre 64/90. Il est demandé aux groupes de faire des commandes relativement importantes pour rentabiliser l'envoi. Il existe aussi des cassettes de la bande-son

avec les chansons du groupe Villa Rose. 19 F l'une et 13 F si on en achète 10.

Enfin, il y a un petit livre pouvant aider à la préparation de réunions-débats, etc.

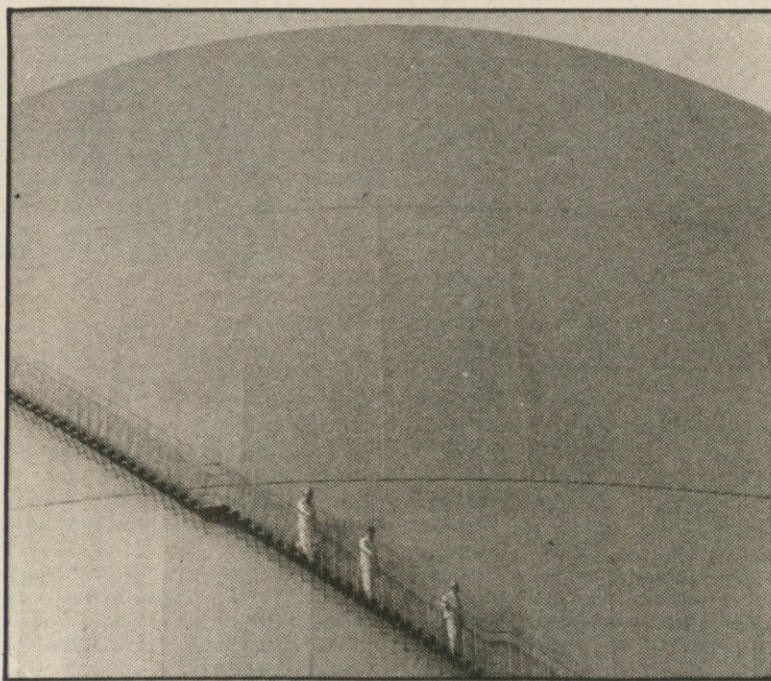
Adresses où réaliser les diverses commandes :

● Souscriptions collectives : Patrick Perilat, Route du Pont-de-L'abîme, 74540 Gruffy.

● Achat de la brochure : Ateliers Jadis/Aujourd'hui, 30390 Domazan, tél. : (66).01.03.89.

● Commande des mini-cassettes : Free Sons BP. 3, 30150 Pujaut.

● Commande du matériel d'information : Ateliers Jadis/Aujourd'hui (ci-dessus).



La Gazette de Malville



Quand le PSU se prend pour « l'ours rusé » qui déjoue les vilains pièges de « bison fûté »

« Bison fûté nous tend un piège » : ainsi nous prévient docement Martin, dit « Ours rusé » dans Tribune socialiste cette semaine. Voici ce qu'a compris ce rusé personnage : que les CRS vont boucler le site de Malville par les nationales, sauf sur trois kilomètres, histoire de laisser un peu de route libre pour appâter quelques militants inconséquents, et — clac ! — refermer la trappe.

Ceci est sans doute fort bien vu : Mais, enfin, lorsqu'il y a une manifestation, voir des polices fûtées essayer de prendre des gens dans un cul-de-sac, ce n'est pas vraiment très nouveau.

Le PSU découvre ces évidences fort à propos : car elles lui servent à bâtir son éditorial, signé Depaquit. Aux petites souris menacées par le matou policier, il explique gravement : « Le problème du blocage de l'entrée dans la seconde génération de centrales, celles des réacteurs à neutrons rapides, exige avant tout une stratégie fondamentalement politique, si l'on veut être efficace. » Tout à fait d'accord sur ce point : la lutte des 30 et 31 ne doit pas être une guérilla jusqu'aboutis-

te pour reprendre le site. Mais de quelle « politique » parle Depaquit ? Il écrit : « Oui, nous pouvons porter un coup décisif au programme de surrégénérateurs en « prenant Malville », mais pas le 31 juillet ! Nous prendrons Malville parce que la mobilisation populaire sera encore amplifiée d'ici à mars 1978. Parce que la droite y sera battue (et sans cela, nous serions défaits), parce que la gauche devra compter avec nous : telle est aujourd'hui la réalité de la lutte des classes dans notre pays. Le combat contre le programme nucléaire ne saurait y échapper. »

C'est effectivement une « politique » qui est proposée : celle de l'attentisme et de la pression sur l'Union de la gauche. Pour expliquer sa démarche, Depaquit est obligé de tordre les faits : il explique qu'il faut attendre 1978 de façon à « rendre impossible les reniements ». Selon lui, en effet, les partis de gauche sont restés « muets » jusqu'ici. Que des déclarations aient conservé un certain flou, en particulier, du côté du PS, admettons-le. Mais de là à dire que les partis de l'Union de la gauche sont restés muets...

Depaquit n'a pas bien lu les déclarations du PC sur le nucléaire, ni même celles du PS sur les surrégénérateurs.

Une vision « politique » des choses consisterait à ne pas refuser de s'inscrire dans la mobilisation et à y défendre et affirmer des positions correctes. Or, les intentions du PSU, trois semaines avant la mobilisation restent fort vagues. Tribune socialiste se contente de dire que contact a été pris avec la CFDT, le MAN et les Amis de la Terre de Paris et que le PSU propose « de nous rassembler le dimanche, à l'écart de la zone bouclée, à quelques kilomètres du site ». De quoi peut-il s'agir ? Cela ressemble fort à une initiative de division, surtout que le PSU ne sembla pas avoir l'intention de défendre cette proposition auprès des comités Malville. Si contact a été pris avec la CFDT, le PSU se ralliera-t-il à sa décision nationale de ne pas appeler du tout ? Ou se joindra-t-il au rassemblement des unions départementales de Savoie et Isère à Morestel ? Dans tous les cas, on est assez loin des proclamations sur la « démocratie des mouvements de masse ».

M. Verdi

Amiante Un arrêté bien incomplet

Un arrêté ministériel pris le 29 juin 1977 interdit le flocage de revêtements à base d'amiante dans les locaux d'habitation.

Cet arrêté laisse donc de côté l'ensemble des locaux collectifs, comme les écoles, usines, parkings, etc., qui sont fréquemment floqués à l'amiante. Le collectif intersyndical Jussieu nous a transmis son analyse de cet arrêté ainsi qu'une lettre où il rappelle qu'un technicien employé depuis 14 ans à Jussieu est mort d'un cancer du poumon, « dans des conditions qui doivent faire suspecter un rapport de cause à effets entre cette exposition à l'amiante et la survenue d'une tumeur bronchique maligne » (extraits du certificat établi par le chef de clinique de pneumologie de Saint-Antoine).

Dans son analyse de l'arrêté, le collectif souligne :

— que le décret ne concerne que les locaux d'habitation et a donc une portée très limitée ;

— qu'il ne prévoit pas la protection des flocages déjà existants par des revêtements étanches ;

— qu'il exclut de son champ d'application certains revêtements à base d'amiante comme par exemple le Progypsol ; plâtre aéré contenant de l'amiante ;

— qu'il n'interdit pas les flocages à base de laine de verre, laine de roche ou laine de laitier dont certaines fibres de diamètre inférieur à 3 microns seraient dangereuses.

● **MACON** : le comité antinucléaire de Mâcon organise un départ pour Malville en voiture le samedi 30 juillet à huit heures du matin devant la MJC de l'Héritan. Tous les samedis matin, sur le marché de Mâcon, stand d'information sur le nucléaire, sauf le samedi 23 juillet en raison du rassemblement de Boyer.

● **ROUEN** : ceux qui sont intéressés par le rassemblement doivent prendre contact à la librairie militante, 102 rue Saint-Hilaire pour véhicule, matériel, etc. Tél. : 60.08.21.

● **MONTROUGE** : le comité antinucléaire de Montrouge se réunira les 19 et 28 juillet pour organiser un départ sur la banlieue sud. Adresse : librairie la Boulangerie, 67 rue de Bagnoux, 92120 Montrouge.

● **ANNECY** : départs collectifs organisés par le comité Malville d'Anancy, départ le samedi 30 à 8 h du matin. S'inscrire par tél. : P. Anselmetti, 23.48.10 de 18 à 20 h. Il y aura aussi un départ en vélo.

Répression en Bretagne

D'après les informations transmises par le COBAR (Comité breton antirépression), une personne serait entendue depuis plusieurs jours dans les locaux de la police judiciaire de Quimper (Finistère). Le délai de garde à vue aurait déjà été prolongé une fois. Cette « audition » ferait suite aux attentats contre les centres EDF, revendiqués par le FLB-ARB. La fine fleur de la police judiciaire serait sur place. Une opération du genre « heure du laitier » n'est pas à exclure prochainement...

Selon le *Nouvel Observateur* Le Programme commun 77 aurait une vision plus « réaliste » du droit de licenciement

Les travaux d'actualisation du Programme commun se poursuivent dans le plus grand secret. Oubliées, les rododromes de Marchais qui proposait que ces rencontres soient télévisées pour que tous les travailleurs puissent en avoir connaissance. Le PC semble avoir mis une sourdine à sa polémique et l'affaire se poursuit entre spécialistes, loin des oreilles indiscretes.

Dans ce contexte, seules filtrent des indiscretions. Le *Nouvel Observateur*, qui s'en est fait le spécialiste, grâce à ses entrées au PS, en publie quelques-uns cette semaine.

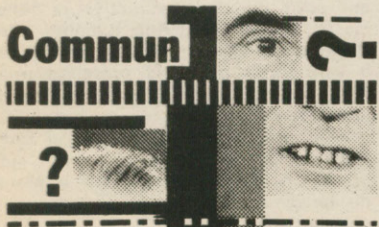
Il se félicite tout d'abord que « les quinze membres de la commission d'actualisation » aient « écarté quelques dispositions, particulièrement contestables du texte de 1972. Sur le droit de licenciement par exemple, le bon sens a repris le dessus (sic). Les partis de gauche distinguent désormais entre le licenciement pour faute, inaptitude ou pour raison économique. Dans ce dernier cas, le reclassement n'incombe plus à l'entreprise, ce qui était proprement aberrant, mais à l'Etat. Le Programme commun, version 1977, sera plus « réaliste » »

Si l'on en croit F.-O. Giesbert, l'auteur de l'article, le PC et le PS se seraient donc finalement ralliés au point de vue défendu dans son livre par Gaston Defferre. La version initiale du Programme commun prévoyait en effet : « Le licenciement cessera d'être un droit discrétionnaire pour l'employeur. Tout licenciement qui ne serait pas accompagné d'une mesure de reclassement préalable dans des conditions équivalentes sera interdit » (Ed. Sociales, p. 106).

Dans son livre (*Si demain la gauche*), Gaston Defferre avait signalé une contradiction entre ce texte et les gages donnés au patronat dans d'autres passages du Programme commun : « Que pourra faire le gouvernement d'Union de la gauche pour apporter une solution qui tienne compte de ces deux droits opposés : le droit au travail pour les ouvriers, et, je le reconnais, le droit qu'on ne peut dénier à un patron de gérer sainement son entreprise ? Dans l'annexe au Programme commun négocié avec les radicaux, le droit du patron à licencier lui est reconnu, mais on y ajoute un droit de l'ouvrier au reclassement. On a donc essayé de résoudre la difficulté en reconnaissant deux droits contradictoires. Car, que veut dire « reclassement » ? Reclassement où ? Comment ? Par qui ? Voilà le problème (p. 140). »

A lire le *Nouvel Observateur*, le PS et le PC seraient tombés d'accord pour trancher ces ambiguïtés dans un sens résolument favorable au patronat. Si tel est bien le cas, cela donne la juste mesure des coups de trompette que le PC donne de temps à autres dans l'*Humanité* sur la défense intransigeante des intérêts des travailleurs.

F. L.



LE SOMMET DE LA MAJORITE CONDAMNES A S'ENTENDRE

C'est aujourd'hui, à 10 heures, que s'ouvre le « sommet » de la « majorité » au siège du Centre des démocrates-sociaux. Il réunira les délégations du CDS, du Parti républicain (P.R.) du RPR et du CNIP, groupuscule indépendant représenté au Sénat, conduites respectivement par Lecanuet, Soisson, Chirac et Motte.

Servan-Schreiber, reçu hier après-midi par Barre, a confirmé qu'il ne participerait pas à la réunion. Il attend que le Premier ministre convoque, lui-même, à la rentrée son propre « sommet ».

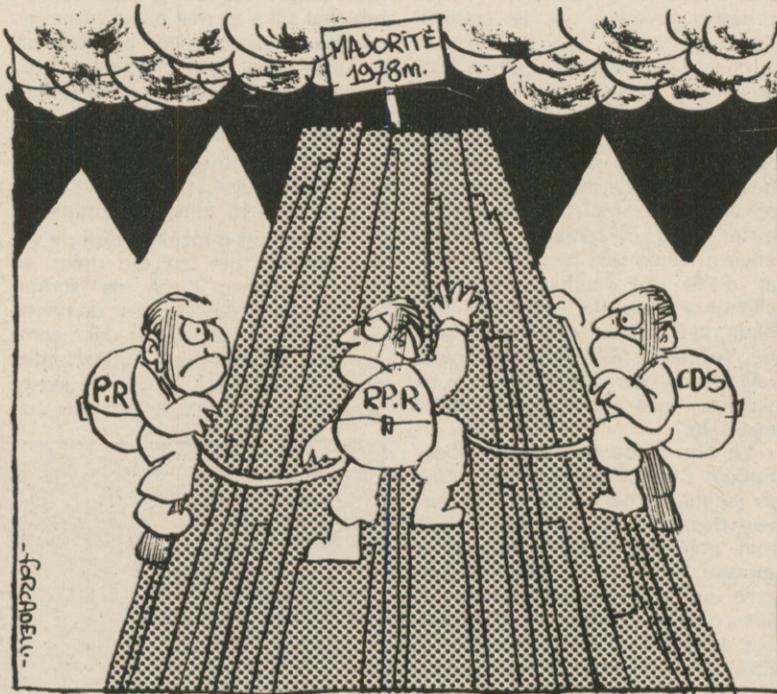
Celui-ci a adressé, en fin d'après-midi, une lettre à Chirac pour lui dire qu'il souhaitait « que la concertation que les responsables de la majorité vont engagé puisse aboutir à un accord clair et solide ». Barre précise qu'il a l'intention de convier, courant septembre, les chefs des formations politiques de la majorité, pour savoir « dans quelles conditions ils envisagent de conjuguer leur action en vue des élections. »

Ouf ! Quatre mois après la déroute des élections municipales, les partis de la « majorité » se rencontrent enfin pour préparer les législatives de 1978. Ce sommet est l'aboutissement de longues négociations et tractations, tantôt publiques, tantôt secrètes, dont le dénominateur commun restait toujours la rivalité entre Giscard et Chirac.

Le premier avait réaffirmé, en effet, dès le lendemain du deuxième tour des municipales, que ce serait Barre qui conduirait la majorité aux élections législatives. Ce qui impliquait que l'actuel Premier ministre arbitre les conflits entre gaullistes et non-gaullistes pour la répartition des circonscriptions et tentent de proposer un pot pourri de « programme commun de la droite » qui rallie l'ensemble des formations hostiles au Programme commun.

Le projet politique était, à l'évidence, de réduire la place forte du RPR pour tenter de rééquilibrer la majorité parlementaire au profit des giscardiens et autres « libéraux ». Projet vieux comme la victoire de Giscard aux élections présidentielles, mais qui s'est heurté, depuis trois ans, à une suite d'échecs permanents. Le dernier en date consistant dans le refus de Lecanuet de se prêter à une opération-rassemblement des non-gaullistes pour battre en brèche la position dominante du RPR dans la majorité.

Le maire de Paris, naturellement, partageait un point de vue diamétralement opposé. Hostile à tout arbitrage du Premier ministre, il souhaitait apparaître comme le leader de la droite pour la campagne électorale. Favorable à des « primaires » dans toutes les circonscriptions où un accord « majoritaire » s'avérerait impossible, il se refusait à négocier un quelconque programme avec le Parti républicain, les centristes ou les radicaux, préférant, pour sa part, employer le terme de « pacte majoritaire ».



taire ».

L'ancien Premier ministre nourrissait ainsi le dessein de gommer de la carte politique le « meilleur économiste de France » en devenant, après 1978, soit le grand vainqueur de l'Union de la gauche, ce qui obligerait le président à baisser les bras devant le RPR, soit le leader naturel d'une nouvelle « opposition » de droite.

Les cartes étant ainsi distribuées la droite se devait néanmoins de recoudre ses plaies sous peine de perdre tout crédit à huit mois des élections générales. C'est chose faite avec le sommet qui se tient aujourd'hui.

Première étape d'un véritable sommet qui se tiendra en septembre sous la houlette, cette fois, de Barre, la réunion pourra donner satisfaction

à tout le monde. A Chirac, d'une part, qui en avait fait le premier la demande et à Giscard, qui l'a autorisée lors de son discours de Carpentras pour mieux réaffirmer qu'il ne s'agissait que d'un premier contact exploratoire avant que le Premier ministre ne prenne les choses en main.

Toujours est-il qu'on y discutera magouille électorale et démagogie préélectorale. Les uns étant là pour freiner des quatre fers en attendant la rentrée. Les autres, et notamment Chirac, voulant aboutir vite à un accord pour couper l'herbe sous le pied à Barre. Mais les uns et les autres ne sont-ils pas condamnés à s'entendre au moment où la réactualisation du Programme commun apparaît en bonne voie ?

Pierre Julien

On vous dit tout, on vous cache rien

Débat sur l'armement nucléaire au PS

La revue « Faire », dans son numéro de juillet, publie un débat entre des responsables du Parti socialiste sur la question de la force de frappe nucléaire. Partisan de son maintien, Jacques Huntzinger, membre de la commission de défense nationale du PS, estime que « la menace essentielle, à l'état potentiel, c'est la menace soviétique. » Il faut, selon lui, « s'adapter et tenir compte de la réalité de la dissuasion qui reste la loi du moindre mal par rapport à la guerre. »

Dominique Taddéi, membre du bureau exécutif, pense, au contraire, qu'il faut d'abord « établir une évaluation précise des menaces. » A son avis, « la force de frappe n'est ni efficace, ni démocratique ». Le Parti socialiste devrait trancher ce débat lors d'une convention nationale qui se tiendra cet automne. La question devrait également être évoquée lors du comité directeur qui se tient samedi prochain afin d'arrêter la position socialiste pour la réactualisation du Programme commun.

L'APC devient UPC

L'Association des patriotes corse (APC), mouvement autonomiste animé par les frères Siméoni, a décidé, dimanche dernier, au cours d'une assemblée générale à Neria, de se transformer en Union du peuple corse (UPC).

La nouvelle organisation sera désormais dirigée par un secrétaire général, Xavier Belgodère, cadre à la Société d'économie mixte pour la mise en valeur agricole de la Corse.

Ces modifications, ont précisé les responsables du mouvement, répondent à deux soucis : « Renforcer les structures militantes et durcir les actions futures, sans toutefois atteindre aux formes de violence adoptées par le Front de libération nationale de la Corse (FLNC). »

Important chômage partiel chez Poclair

La direction de Poclair (engins hydrauliques) a annoncé lundi, au comité central d'entreprise, que l'horaire hebdomadaire de travail sera abaissé de 40 à 32 heures à compter du 1^{er} septembre prochain et pendant une durée de 6 mois, pour 3970 salariés.

Stages d'été de la LCR (SFQI)

Nous rappelons aux camarades que le stage n° 2 (du 29 juillet au 5 août) est supprimé, mais que tous les camarades qui s'y étaient inscrits peuvent se reporter sur les autres stages. Il y a le 18 juillet, 103 inscrits pour le stage n° 1, 55 inscrits pour le stage n° 3 et 60 inscrits pour le stage n° 4. Les stages sont désormais ouverts aux non titulaires : vous pouvez donc vous inscrire à condition d'être adhérent à la LCR pour les stages 3 et 4 qui se succèdent du 5 août au 19 août. L'ordre du jour des stages et la bibliographie correspondante seront publiés demain mercredi. Tous les camarades doivent donc veiller à se procurer le numéro de « Rouge ». Envoyez vos inscriptions sans tarder avec 50 F d'arrhes à Montreuil.

La commission formation du comité central

P.S. : pour ce qui est des départs de Paris jeudi soir et vendredi matin, les camarades qui ont des places dans leur voiture doivent téléphoner pour l'indiquer, de même que ceux qui en recherchent. Nous essaierons ainsi de limiter au maximum les frais de déplacement.



armée

Revue de presse des comités de soldats UN THEME CENTRAL : LES CONDITIONS DE TRANSPORT

Juin et juillet nous apportent leur livraison habituelle de journaux de comités de soldats. Pas de petits nouveaux cette fois-ci, mais une performance avec le bien-nommé *As de carreau*, journal du comité du 42^e RI de Wittlich, qui se paie le luxe de sortir deux numéros pour le seul mois de juin. Dans le n° 6 de *Ras le vase* du 67^e RI de Soissons, on trouve la lettre de Mimi, fiancée d'Alfred, au colonel :

« (...) Pourquoi Alfred est-il incorporé à 600 km de chez lui ? Pourquoi ne peut-il prendre des détentés au mois d'août, lorsque je serai en congé ? Pourquoi est-il obligé d'emprunter de l'argent à ses camarades ? Ces questions sont très générales, mais je ne veux pas m'intéresser au cas particulier de mon fiancé car, d'après ce que je sais, beaucoup de ses camarades, ont les mêmes difficultés (...) »

Voilà admirablement résumés les thèmes principaux sur lesquels se battent les comités aujourd'hui : des permissions hebdomadaires et des transports gratuits. Ce sont ces revendications que reprennent trois comités d'Allemagne : Spire, Neustadt-Lachen et Landau, qui, dans un tract commun, réclament notamment les transports gratuits, des conditions de voyage décentes, deux permissions de 72 heures par mois en dehors de tout chantage possible, etc.

Dans un autre tract, le comité de la garnison de Landau dénonce notamment la mort d'Emmanuel Belkessa dans la prison militaire de la ville et apporte son soutien à la famille de ce dernier.

Citons encore, *Morange mécanique*, du comité du 8^e RD de Morhange (Moselle), *Marche ou crève* n° 2 du 58^e RCT, *Antidote*, du comité de Souge. Le printemps est passé mais ils fleurissent toujours les comités de soldats, et surtout, ils prennent racine...

P. M.



Le redémarrage de Chaufour LES LONGS CONFLITS DU VAL-DE-MARNE : OMBRES ET LUMIERES



Les travailleurs de Chaufour à la manifestation du Livre en janvier 1977.

Suite de la 1^{ère} page

Lundi, à 8 heures, un quartier bien tranquille de Vitry connaît une certaine animation : celui situé autour de l'imprimerie Chaufour. Quand on évoque Vitry et ses usines, on imagine facilement des fumées noires, de hauts immeubles tristes, des entreprises très anciennes. Là, ce n'est pas le cas. Le quartier ne comprend plus que de petits pavillons dont les jardins, fleuris, éclatent en cette matinée de juillet.

L'imprimerie détonne, mais si peu. A peine plus haute que ces petites maisons, elle est moderne et ne choque nullement. A côté, des vergers.

La CGT a organisé un meeting pour fêter la reprise. La mobilisation est passée par les canaux internes de la CGT. Pas de tracts à la population, pas de consignes de débrayages pour accompagner ceux de Chaufour. L'assistance est donc constituée de militants et surtout de délégués CGT qui usent ainsi leurs heures de délégation syndicale dans ce mois de juillet qui ne s'annonce

pas comme fertile en événements détonnants.

La sono envoi de l'accordéon musette. Chaque arrivée de voitures est saluée par de grandes exclamations. Manifestement, tout le monde se connaît. En tout, 150 personnes sont présentes devant les grilles fermées de l'entreprise. Une bande de travailleurs du Parisien libéré atteste du soutien du Livre parisien durant les 29 mois du conflit. Le PCF est également sur place. La municipalité est dirigée par un communiste, le député est Georges Gosnat, membre lui aussi du PCF, sans compter les conseillers généraux et autres qui ont tenu à venir ce matin.

Tout d'abord, un représentant des travailleurs de Chaufour intervient. Il tient à remercier « tout particulièrement » les élus du PCF pour leur aide. Puis un dirigeant du comité intersyndical du Livre parisien prend le micro installé sur une des fenêtres du bâtiment. Celui-ci insiste, comme son prédécesseur, sur « l'importance du Programme commun réactualisé », souligne

l'échéance décisive de 1978 qui devrait amener un gouvernement populaire sous lequel « il n'y aura plus besoin de lutter pendant 29 mois pour se voir garantir le droit à l'emploi. » Affirmation hâtive car le Programme commun ne prévoit aucunement le droit à l'emploi dès l'accession de l'Union de la gauche au gouvernement !

Puis, c'est le député d'Ivry-Vitry, Georges Gosnat, qui prend la parole. On sent l'orateur habitué à intervenir. Rappelant les conditions difficiles de l'occupation, il évoque ces hivers « sans chauffage, je dirai même presque froids comme la mort ». L'image est osée... Il termine son discours en appelant à renforcer « l'organisation syndicale et politique de la classe ouvrière ». On aura sans doute compris qu'il désignait par là, la CGT et le PCF.

Pour finir, le responsable de l'UD CGT du Val-de-Marne dressait un tableau éloquent des luttes dans le département et du début de solution dans plusieurs conflits significatifs. Les militants étaient alors conviés à entrer dans l'entreprise pour boire un coup. Une invitation que personne ne refusait.

Sylvain Matthieu

GERVAIS-DANONE-MARSEILLE Le mur des palettes

L'usine Gervais à Pont-de-Vivieux, dans ce qu'on appelle à Marseille la vallée du chômage, la vallée de l'Huveaune. Le matin du 18 juillet, il fait beau, un rayon de soleil saute par-dessus les immeubles qui cernent l'usine et vient frapper l'inscription bleue sur les murs gris : « Usine occupée pour le maintien de l'emploi ». La grande entrée est barricadée : des palettes de bois fixées par des cerclages de fer forment un mur de quatre mètres de haut sur une vingtaine de large et deux d'épaisseur. Solidement arrimée, elle interdit l'accès de l'usine encore en état de produire. Dessus, un pot de yaourt de un mètre de haut est orné de nombreuses affichettes que la CGT-Gervais a éditées depuis le début de la lutte.

Marseille, de notre correspondant.

En gros, il y a deux étapes dans cette longue lutte. La première a commencé en septembre dernier quand Riboud, patron de BSN donc de Gervais, annonce qu'il veut fermer l'usine de Marseille. Il la juge insuffisamment rentable et déclare préférer Turin où il installe une nouvelle unité de production. La bataille s'engage donc. Et, au niveau local, les Gervais ferraillent si bien, qu'ils remportent une victoire : la direction départementale de la main-d'œuvre refuse la fermeture. Premier round à l'avantage des travailleurs.

Malheureusement, il fallait aussi compter avec le ministre du chômage, Beullac, qui a bien mérité du patronat dans cette affaire. Il ignore les arguments de sa direction départementale et autorise la fermeture. Ses arguments ? Ceux de Riboud. Deuxième round donc à l'avantage du patron.

Mais avec cette fermeture, s'ouvre aussi la période des promesses car tout le monde redoute la détermination des Gervais et cherche à les démobiliser. On leur promet la lune, en l'occurrence des reclassements. Le directeur de la boîte emmène lui-même les travailleurs dans sa voiture pour les emplois qu'il promet. Que dalle bien sûr. Mais l'ère des promesses fait long feu quand les Gervais réunissent les syndicats des boîtes où on les assure qu'il y a des places : il s'avère aussitôt qu'on n'a fait que leur mentir, puisque toutes les boîtes en question doivent... licencier, elles aussi. C'est vrai du Thé de l'éléphant, de Rivoire et Carret, de l'Union des brasseries et de Chambourcy.

Inutile d'insister de ce côté. La seule solution : continuer la lutte

pour maintenir ces 140 emplois de l'usine Gervais-Danone.

Vendredi 15 avril, avait lieu la dernière séance officielle : le paiement des indemnités et le solde des comptes. Toute la journée pour liqui-

Sectarisme

« Jusqu'à maintenant on les avait tolérés, c'est fini ». De qui s'agit-il ? Des « journalistes gauchistes », selon un délégué CGT de Gervais. Il a déclaré cela au seul journaliste présent à 7 heures du matin lundi, le correspondant de « Rouge ». Pour lui refuser tant l'accès à l'usine pour la photographie que pour lui expliquer comment l'occupation se déroulait. Deux fois pourtant nous avons eu des discussions avec des travailleurs de Gervais et leurs délégués.

Et bien, pour le moment, c'est fini. Pour savoir ce qui se passe à Gervais, reportez-vous à... Mais au fait, on était seul ce matin-là. Parfois, c'est décourageant, ce sectarisme.

der définitivement cette affaire. Mais, pour les travailleurs, cela continue. Pour eux, il n'est pas question que Riboud démonte les machines. Déjà, il y a un mois, la direction avait manœuvré en tentant de reprendre une grosse « Erka », prétextant une panne dans une autre boîte. Elle y avait finalement renoncé.

Mais, maintenant que sur le plan juridique tout est terminé pour elle, de nouvelles tentatives vont sûrement se dérouler. Par avance, la réponse des travailleuses et des travailleurs est tombée, sèche et nette : une barricade de palettes, posée dans la nuit de dimanche à lundi, une assemblée générale lundi matin et l'occupation de la boîte.



TRIBUNE DES LUTTES

30 minutes pour un télégramme COMMUNIQUE

« Le syndicat CFDT de Paris-télécoms attire l'attention du public sur les difficultés d'écoulement du trafic, en particulier dans les services télégraphiques. L'abonné au téléphone qui appelle le 14 pour transmettre un télégramme doit attendre très longtemps, souvent 30 mn, la réponse de l'opératrice.

« Certains jours de trafic particulièrement chargé, des télégrammes déposés au 14 dans l'après-midi ne sont transmis que le lendemain. Ce fut le cas le 31 mai : reliquat 133 télégrammes, le 8 juin : reliquat 142 télégrammes, le 20 juin : reliquat 260 télégrammes, le 4 juillet : reliquat 350 télégrammes et le 6 juin : reliquat 733 télégrammes. Chiffres pris sur le rapport journalier de Paris central.

« Ainsi dans certains cas, l'usager qui paie au minimum 9,50 F son télégramme, voit celui-ci remis dans le même délai qu'une lettre affranchie à 1 F. Cette situation scandaleuse découle directement du manque d'effectifs dans

les services. Sur un effectif théorique prévu par l'administration de 550 personnes à Paris central, 59 emplois restent non pourvus (environ 11 %).

« La période des congés ne fait qu'aggraver le problème. La venue d'étudiants en nombre insuffisant (environ une trentaine) ne résout rien. Ce qu'il faut, ce sont des effectifs titulaires ayant reçu une formation suffisante pour assurer un service public correct.

« Nous appelons les usagers du télégraphe à ne pas rejeter la responsabilité de cette pénurie sur les travailleurs des PTT qui, en aucun cas, ne cautionnent cette politique et qui luttent pour assurer le maintien d'un service public de qualité. Nous invitons les usagers à transmettre leurs réclamations éventuelles concernant les retards de transmission directement aux services du secrétariat aux PTT. »

Syndicat CFDT de Paris télécoms

Pour un centre homosexuel à Rennes « MONSIEUR LE MAIRE... »

Lettre ouverte d'un groupe d'homosexuels (elles) au maire de Rennes

Si les lieux de rencontres pour les homosexuel(le)s se trouvent pour la plupart à Paris, les homosexuel(le)s, eux, n'habitent pas toujours dans la capitale.

Dans cette bonne ville provinciale de Rennes, la majorité des homosexuel(le)s n'osent pas s'affirmer comme tel(le)s. On le comprend, vu la force des traditions et des tabous. Lorsqu'ils (elles) le font, ils (elles) ne manquent pas de retomber dans le circuit répressif (matraque ou fric, c'est pareil) des boîtes, du ghetto, où patrouillent de-ci, de-là, loubards et flics en mal de pédés ou de lesbiennes.

Nous en avons assez de toutes les agressions et de toutes les formes larvées et quotidiennes de répression. Aussi, des homosexuel(le)s ont-ils (elles) décidé de créer un centre homosexuel pour tous ceux et toutes celles qui veulent vivre leurs désirs, se rencontrer et discuter hors

des préjugés moraux. Nous ne voulons pas que ce centre soit uniquement un cercle fermé de drague... (A envisager : permanences juridiques, médicales... bar-dancing, projection de films... jeux de piste.) Nous voulons enfin sortir de la clandestinité. En conséquence, nous avons adressé à la municipalité de Rennes la lettre suivante :

« Monsieur le Maire,

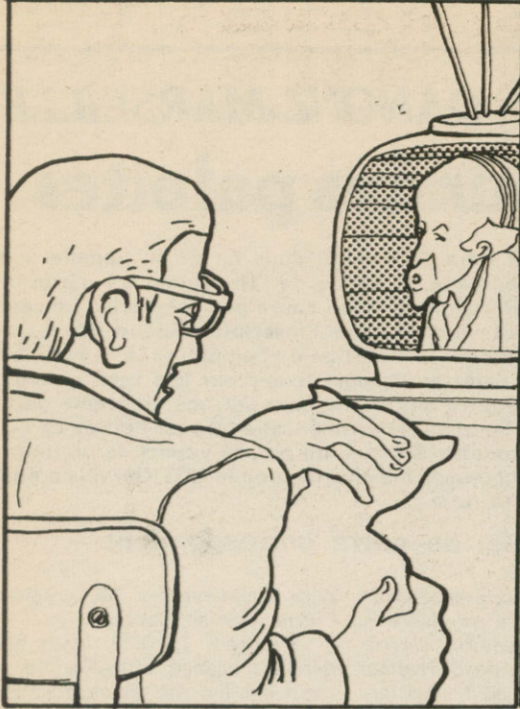
« Vous n'êtes pas sans connaître la situation de répression que vivent les homosexuel(le)s dans notre ville. Aussi, pour la première fois en France, va se créer à Rennes un centre homosexuel. Or, les partis de gauche, dont la municipalité se réclame, ont adopté des positions contre la répression des homosexuel(le)s, notamment le PS dans sa charte des libertés, animée par M^o Badinter.

« C'est pourquoi, nous avons estimé nécessaire de vous informer de notre projet afin que vous puissiez prendre une position bien déterminée à notre égard et nous apporter un appui qui pourrait ne pas pas être uniquement verbal, justifiant par là même votre appartenance à l'Union de la gauche.

« Ne doutant pas de l'intérêt que vous et la municipalité voudrez bien apporter à cette réalisation, nous vous prions, monsieur le Maire, d'agréer l'expression de nos sentiments de haute considération.

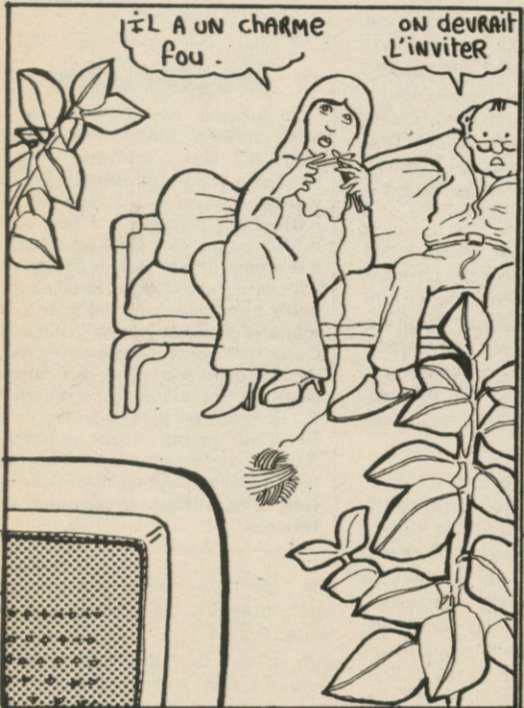
« Pour ce projet, nous avons besoin de votre soutien moral et nous faisons également appel à votre appui financier. En effet, quel qu'il soit, votre soutien sera utile pour la concrétisation de ce centre qui sera la réalisation de tous. Ecrivez à :

Omocéane, Dialectique sans peine, rue Leperdit, 35000 Rennes. »



RÉSUMÉ : 13
 le PATRONAT FRANÇAIS VEUT FAIRE adopter les COUCHES TAYLOR aux OUVRIERS. (Taylor leur a indiqué cette solution pour AUGMENTER LA PRODUCTIVITÉ FRANÇAISE.)
 les TRAVAILLEURS RÉAGISSENT PROMPTEMENT, ils descendent dans LA RUE. A la tête des MANIFESTATIONS les PRINCIPAUX LEADERS de LA GAUCHE... LA RESPONSABILITÉ du GOUVERNEMENT EST ENGAGÉE, COMMENT VA-T-IL RÉAGIR.

Un souffle défaitiste parcourt la majorité présidentielle. Le plan



IL A UN CHARME fou. ON DEVRAIT l'inviter

Taylor, plus personne n'y croit et une fraction grandissante de la droite sous la houlette du R.P.R. a décidé de prendre ses distances du gouvernement. Par une chaude nuit acalienne, dans sa demeure de Chamalière Giscard prépare ses interventions télévisées. L'abord, il fit le célèbre coup de de Gaulle : "après moi le chaos", et comme



C'est pour vous, cette fois-ci

IL DEVRAIT NOUS INVITER

c'était déjà tellement le chaos, ce n'était pas une très bonne idée aux dires des experts. Puis, il parla aux cadres, avec des phrases creuses et un ton empuilé. Ils le trouvèrent très bien. Ensuite, il s'adressa aux travailleurs immigrés et il leur promit la carte de séjour, la carte de travail, de sécurité sociale et s'ils votent pour lui



le droit de vote... Ceux-ci continuèrent leur partie de domino. Enfin, il posa un regard fraternel et complaisant sur la jeunesse. Avec une voix très country-club, il leur parla de façon et bonne et mauvaise vibration... Il invita tout le monde à l'Élysée pour une super fête vraiment différente.
 "Giscard le Panard" titra Libération le lendemain.

TOUR DE FRANCE Du poulidorisme au nanarisme

Thévenet en jaune et les ondes nationales résonnent à l'unisson d'un grand cri tricolore. Elles vont pouvoir enfin donner en pâture à l'opinion publique un champion autochtone. Car l'adhérence entre un public et un mythe (donc l'entreprise qui le produit) ne réussit pleinement que pour autant que l'homme de la rue y retrouve une part de lui-même. Ce fut le cas de Poulidor, coureur d'origine rurale, dur à la tâche, morphologie solide, qui s'attira les faveurs d'un large public populaire. Un phénomène qui n'exista jamais avec un Anquetil, trop technocrate de course, trop calculateur et pourtant promoteur d'une nouvelle façon programmée de gagner le Tour.

Poulidor aux treize Tours de France : longévité et expérience. Poulidor éternel second : résistance et adversité. Constance de « l'effort », vertu du travail bien fait, méfiance à l'égard du renouveau fugace sinon du bouleversement... Un mythe qui prend racine dans l'humus de la France « profonde ».

« Poulidor, c'est vous ! » titra le Figaro l'an dernier, lorsque Poulidor fut le premier des Français sur les Champs-Élysées. C'était sans équivoque désigner les millions d'anonymes pour lesquels Poulidor était l'image pédalante de leur réalité.

Mais la longévité n'a qu'un temps et l'intérêt sportif est un dévoreur d'hommes-prétextes. Une épreuve comme le Tour, et au-delà d'elle, le barum cycliste en général, ont besoin de promouvoir de nou-

velles vedettes. L'opération Thévenet prétend à cet objectif. Elle eut un début de réalisation avec sa victoire de 1975. Hélas, 1976 vit l'abandon de « Nanar » pour hépatite virale, sinon médicalement... Puis, il y eut Paris-Nice où le prétendant au titre de dieu hexagonal se vit une nouvelle fois suspecté de doping. On se rabattit donc sur le Pôher du cyclisme en 1976 et Poulidor fut promotionné à défaut, en même temps que Tabarly « deux pépés de quarante ans qui montrent aux jeunes la voie de l'effort (dixit Carrefour). »

Aujourd'hui, la mayonnaise (publicité, coureur à bonne aptitude, etc.) à l'air de prendre à nouveau. Elle peut réussir et donner un bon coup de fouet au cyclisme. Thévenet n'est-il pas lui aussi un enfant de la terre ? Une victoire du Bourguignon comblerait bien du monde. Certes les publicitaires, certes les P-DG du vélo, mais aussi le pouvoir qui n'oublie pas le profit politique à tirer d'une telle victoire.

Jamais, on n'aura vu autant de pantins politiques s'agiter aux côtés de Giscard lorsqu'il donna l'accolade à Thévenet sur les Champs-Élysées en 1975, devant un million et demi de spectateurs, et pendant que Chirac inaugurait les chrysanthèmes, cela vaut bien des discours de Carpentras.

National rimant avec « héros » mais aussi avec « intérêt », la gauche sur ce terrain bourbeux passe largement sous la table. N'est-ce pas Miroir du cyclisme (qui appartient au PCF) qui écrivait parlant de la victoire de Thévenet : « Elle était par son

équipe, par sa marque, par le cyclisme français qui se flattait d'avoir repoussé l'envahisseur belge. » Dommage, que malgré tout, même avec des mollets bien de chez nous, les travailleurs renâcent à grimper la côte de l'austérité et celle du chômage.

F. Tenaille

CHRONIQUE 14 juillet : fête populaire

Une rue barrée... je m'approche... des lumières, de la musique, des pétards, des gens qui dansent, qui boivent : le bal des pompiers.

Je vais pour franchir la caisse (et c'est payant en plus), les barrières se font renverser, un gars tombe par terre, des pompiers et des légionnaires se ruent sur lui : « Sale Arabe ». La gueule en sang, il se relève et crie qu'il n'a rien fait. C'en est trop pour nos preux chevaliers et ils retombent dessus en retapant encore plus fort. Je leur dis d'arrêter mais que faire contre une bande en furie ? La police arrive et je me dis qu'enfin le pauvre gars va s'en sortir. Mais c'est se faire des illusions sur notre chère police. Non, ils se mettent aussi de la partie et ils embarquent le gars en question, en réprimandant quand même les pompiers : « Vous êtes pas bien les gars, devant tout le monde... non venez on sera plus à l'aise au commissariat ». Eh oui !

J'essaye d'en savoir plus et apprend que, s'il s'est fait taper dessus, « c'est bien fait pour sa gueule, l'avait qu'à pas inviter la nana du pompier ».

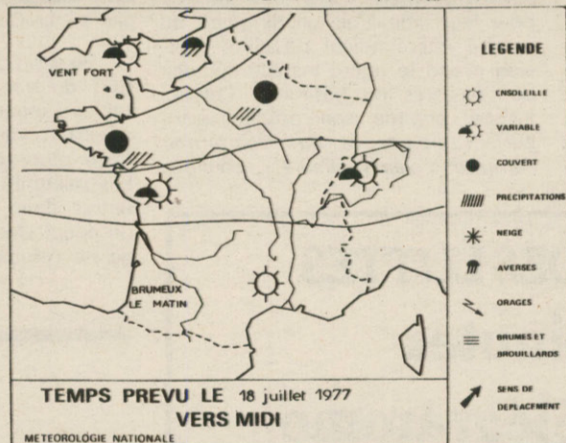
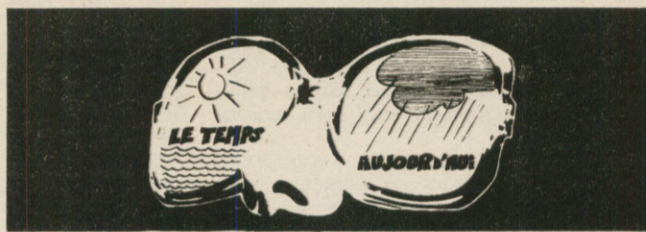
Ecoeuré, je suis quand même resté un peu plus. Ces scènes se sont reproduites trois fois avec des Africains, un Yougoslave et un Portugais avec ses enfants.

C'était la fête. Tout un programme : racisme, sexisme, violence, etc.

Si vous avez raté la fête du 14 juillet cette année, allez l'année prochaine, rue du Château-d'Eau, (le commissariat est à côté), au bal des pompiers, vous pourrez vous faire du bougnoule, caresser les filles comme si elles étaient toutes à vous, danser si vous avez le temps, boire manger, etc. Tout cela sous la bénédiction de Chirac et de ses flics.

Bonne fête.

L. B.



SCRIPTION N° 42 - SOUSCRIPTION

Ancien total 545 382,33
 Nouvel avoir 6 486,10

Militant CGT municipaux, Cherbourg	10,00
Architecte, enseignant universitaire, Paris VIII*	300,00
Un travailleur sympathisant Perpignan	100,00
Deux féministes, Perpignan	100,00
Une militante ICR, Perpignan	70,00
D. D., Saint-Brieuc	150,00
Gérard D. et Pierrot : Shell R. Grand-Couronne 1976	50,00
Paul, Jean-Christophe, Christophe, souscription « 14 juillet »	350,00
M. A. Argenteuil	50,00
Une sympathisante Bordeaux	10,00
Sympathisante au chômage	50,00
D. M. animateur de vacances à Kerigand	50,00
CR Courcelles	100,00
Diffuseurs Crédit lyonnais	100,00
Groupe taupe assurances	170,00
Diffuseurs Télécoms	50,00
G. M. Rouen	100,00
Diffuseurs Dijon	100,00
Deux sympathisants Paris XI*	460,00

Un lecteur Jussieu	40,00
Diffuseurs Montbéliard	200,00
Une modeste contribution pour que Rouge survive	250,00
Pour Rouge et pour rien d'autre, Bordeaux	1 000,00
F. E. W. P. Paris	50,00
Michèle et Wilfried, sympathisants XX*	100,00
A. P. E. C. Paris	40,00
Souscription LMR Genève	196,10
Diffuseurs bâtiments XIV*	50,00
Diffuseurs cellule RATP XIX*	50,00
Cellule élèves-infirmières XX*	50,00
Cellule édition, Paris	570,00
Cellule CET Paris XV*	280,00
A. D. Paris XIV*	250,00
Militante RATP CFDT	100,00
Militant RATP CFDT	20,00
Militant RATP CFDT	20,00
Militant RATP CFDT	20,00
Cheminot OCT de Paris Masséna XII*	100,00
Cheminot sympathisant LO du dépôt Paris S. O. XII*	10,00
T. A. Paris XIX*	100,00
Cheminots LCR de Paris Sud-Ouest XII*	350,00
Cellule CET XIII*	30,00

Nouveau total 551 868,43

Pour John Coltrane

10 ANS APRES JC

Une photo de John Coltrane, de l'époque où il enregistra *Crescent*, le représentant de profil, le sourcil légèrement froncé et regardant devant lui on ne sait quoi d'imprécis. Il a un visage magnifique, jeune encore et marqué par l'exercice de la soufflerie musicale. On lit sur ses traits comme une méditation. Si j'écoute les blues de *Crescent* en regardant sur la pochette le portrait du musicien, j'entends précisément résonner cette expression, la tension du son, l'incertitude (mais le mot n'est pas juste) des harmonies qui conféraient au jeu de Coltrane une gravité, une amplitude, des prolongements que l'on ne retrouve nulle part ailleurs. Au ténor, son lyrisme de blues est unique, au soprano il est incomparable.

Le saxo: Lester Young, d'une part, dans l'orchestre de Count Basie; Coleman Hawkins, d'autre part, tous deux ténors, en ont fait l'instrument de la modernité. Lester Young avait une sorte d'imprécision dans le rythme et le phrasé qui marqua précisément Coltrane. Charlie Parker, quelques années plus tard émancipa l'alto, instrument de pupitre des grands orchestres, et en tira une voix tragique, le tragique américain de la génération perdue, toute l'Amérique passée au crible de la lucidité d'un musicien noir. Puis, chez Sonny Rollins la caresse du son ample et la nécessité de la violence. Quand Coltrane arrive, le saxo est devenu le maître à entendre et à créer de la musique contemporaine toutes catégories.

Coltrane va fouiller cet instrument et en tirer rien d'autre qu'une pensée.

Le 17 juillet 1967, au soir, la radio avait dit: « Le musicien de jazz John Coltrane est mort d'une hépatite aiguë. Saxophoniste, il se situait à la croisée de tous les chemins du jazz moderne. Il avait adoré Lester Young et Charlie Parker, joué avec Miles Davis et appris chez Monk les formules rigoureuses de la musique contemporaine. C'est un grand musi-

ciens qui disparaît à l'âge de 40 ans. »

La radio n'avait pas dit: Coltrane était un Noir de Caroline, né dans une petite ville appelée Hamlet, drôle de résonance encore qui lie le blues et l'essentiel de la culture occidentale.

J'avais eu la chance d'entendre un jour, vers l'âge de quinze ans, l'une des versions de *Spiritual* enregistrée au Village Vanguard de New York, avec Coltrane au ténor et Eric Dolphy à la clarinette basse, ce fabuleux instrument de mélancolie. Ah Dolphy, les entrecroisements phrasés de Coltrane et de Dolphy dans ce chef-d'œuvre! Ce fut une initiation à la musique noire.

La radio avait dit, et il se fit dans notre sensibilité d'écouter incertains et révoltés un grand deuil. Mais le deuil est un pauvre réflexe de l'Europe. A l'enterrement de « Trane », Ornette Coleman et Albert Ayler, dont on retrouvera le corps flottant dans l'Hudson trois ans plus tard, firent une musique génialement énergique et affirmative devant mille musiciens transportés d'allégresse. (Albert Ayler: *Truth is marching*; Ornette Coleman: *Hollyday in a graveyard, Vacances dans un cimetière*.) Le jazz comme pensée.

John Coltrane était chrétien comme il n'est pas permis et scrupuleux comme personne. Sam Rivers, la locomotive saxophoniste de la « loft génération » dont on parle, et à juste titre, beaucoup en ce moment, dit: « Personne ne sait aujourd'hui qu'avant d'enregistrer *Giant Steps*, Coltrane avait travaillé sur les accords pendant deux ans. Cette musique exige une patience orientale. »

Orientale. En 1960, Coltrane enregistre *Olé*, long mirage de l'Afrique qui installe une nouvelle durée. Coltrane donne au soprano le thème et les directions de l'improvisation, puis George Laine (flûte), le vieux Freddie Hubbard à la trompette, Mac Coy Tyner au piano, Reggie Workman qui joue de la basse comme on siffle dans sa baignoire, en duo avec Art Davis, travaillent cette mélodie dans tous les



sens et dans tous les temps en voyageant sur la musique modale, arabe si on veut, que Coltrane, après Parker, introduisait dans la grande musique noire. Dans le fond, un étonnant manieur de baguettes à taper sur des caisses et cymbales donnait une étrange conception du temps: Elvin Jones.

La même année Coltrane se fait siffler à Paris qui a déjà dix ans de retard. Il rentre aux States, enregistre avec Don Cherry, puis forme un groupe qui sera une des merveilles du monde: un quartette avec Mc Coy Tyner au piano, Elvin Jones, et à la basse, Jimmy Garrison. Le travail de ce quartette de légende bouscule un nombre incalculable de choses et invente.

« Apparemment, chaque musicien joue pour lui-même, comme sourd aux autres. Les strates sonores ainsi produites sont presque constamment décalées, s'accumulent et s'ajoutent sans se résoudre les unes les autres... polycentrisme, autonomie relative des musiciens et de leurs improvisations, multiplication des lignes mélodiques et rythmiques. » (Philippe Carles et Jean-Louis Comolli, *Free Jazz, Black Power*)

Mc Coy Tyner n'a pas son

pareil pour fouiller un thème dans ses moindres recoins. Garrison muse sur la basse, n'hésite pas à mal se placer ou à jouer à côté, il est après Mingus, l'un des libérateurs de cet instrument. Elvin Jones est le batteur le plus important de cette époque, créateur d'un jeu polyrythmique que travailleront les grands batteurs free. Coltrane développe le thème, mais non plus en variations décoratives, il le traite comme une formule mathématique qui se multiplie, s'engendre lui-même. Après son passage chez Miles, il expliquait ainsi son travail:

« J'essayais de jouer sur toute la gamme sur chaque ac-

cord et le plus vite possible », il y trouve un son extrêmement varié, plastique, surtout après qu'il se soit fixé définitivement sur le soprano: « *Cela m'ouvre de nouvelles portes dans le domaine de l'improvisation.* »

Coltrane s'engage ensuite dans des voies libertaires qu'il explore toujours avec une sorte d'angoisse, d'interrogation. Il fait *Kulu Se Mama* en 1965, grande pièce africaine et free, *A Love Supreme, Om*, avec Pharoah Sanders, et avec le batteur Rashied Ali une suite: *Intersellar Space* qui est sommet du duo saxo-batterie comme lutte, accumulation de contradictions, conciliation

problématique.

Conciliations impossibles: à la fin de sa vie, Coltrane assiste à la grande révolte noire marquée de pensée révolutionnaire et de l'affirmation positive *Black is beautiful*. S'il n'est pas le plus radical des musiciens, il est de ceux dont la musique est une pensée et une exigence de libération.

Marc Corti

Les caravanes de Lutte Ouvrière

Les chiens aboient, la caravane passe. Comme chaque année, Lutte ouvrière part sur les routes de France. 250 étapes, mieux que le Tour de France, disent-ils.

250 étapes, mieux que le Tour de France, disent-ils. 250 étapes où vous pourrez discuter avec les « géants » de LO. Projections de diapos, films, débats sous une tente marabout. Enfin une

occasion de parler politique en maillot de bain et profitant de la décrispation liée au climat de vacances, ils vous sera peut-être possible de convaincre les camarades de LO du simplisme erroné de leur analyse de l'Union de la gauche. Ils n'y voient que (« le choix de voter pour un ancien politicien de droite repeint à la va-vite en rouge pour en finir avec Giscard. »

En juillet:

BRETAGNE

19-7: Erquy. 20-7: Saint-abrieux ou Guingamp. 21-7: Paimpol. 23-7: Treerouden. (4-7: Locquirec. 25-7: Morlaix. 27-7: Brest. 28-7: Plougonvelin le Trez-Hir. 31-7: Lagona.

VENDEE

19-7: Boyardville. 20-7: Boyardville. 24-7: La Rochelle. 25-7: La Faute-sur-Mer. 26-7: Longeville-les-Conches. 27-7: Longeville-Plage. 28-7: Saint-Jean-de-Monts. 31-7: Challans.

NORMANDIE

24-7: Berneval. 25-7: Saint-Valéry-en-Caux. 26-7: Franceville. 27-7: Ouistreham-Rivabella. 28-7: Villerville. 30-7: Vierville. 31-7: Saint-Vaast-la-Hougue.

NORD

31-7: Saint-Omer.

AUVERGNE

19-7: le Mont-Dore. 20-7: La Bourboule. 21-7: Bort-les-Orgues. 23-7: Neuvic. 24-7: Ussel. 25-7: Meymac. 26-7: Egleton. 27-7: Tulle. 28-7: Malemort. 30-7: Terrasson. 31-7: Beaulieu.

DORDOGNE-ARDECHE

9-7: Rocamadour. 20-7: Saint-Céré. 21-7: Figeac. 23-7: Villefranche. 24-7: Decazville. 25-7: Cajarc. 26-7: Saint-Antoine-Noble-Val. 27-7: Cordes. 28-7: Rodez. 31-7: Millau.

JURA

24-7: Dole. 25-7: Arbois. 26-7: Lons-le-Saunier. 27-7: Clairveaux-les-Lacs. 28-7: Saint-Amour. 30-7: Saint-Claude. 31-7: Champagnole.

ALPES

19-7: Duingt. 20-7: Cluses. 21-7: Thonon. 23-7: Sciez. 24-7: Yvoire. 25-7: Chedde. 26-7: Ugine ou Doussard. 27-7: Paladru. 28-7: Uriage. 31-7: Valbonnais.

LANGUEDOC-ROUSSILLON

31-7: Ceret.

AVIGNON

Des camarades de Lutte ouvrière sont présent en Avignon du samedi 16 juillet au dimanche 31 juillet. Ils tiendront une table permanence tous les jours sur la place de l'Horloge de 17H à 1h du matin.

TELEVISION

TF 1

12.30 Midi première
13.00 Journal
13.35 Peter Voss, le voleur de millions (feuilleton)
14.40 Tour de France
16.50 Pour les jeunes
18.25 Cosmos 1999 (Série de SF américaine)
19.40 Une minute pour les femmes
19.45 Tour de France
20.00 Journal
20.30 Au-delà de l'horizon
Série d'Alain Bombard sur la navigation. Ça commence par Ulysse dont Bombard essaie de montrer qu'on se trompe habituellement sur ses voyages.
21.35 Une fois cinq
Emission de la télé québécoise sur la chanson de là-bas.
22.30 Le livre du mois
23.45 Journal

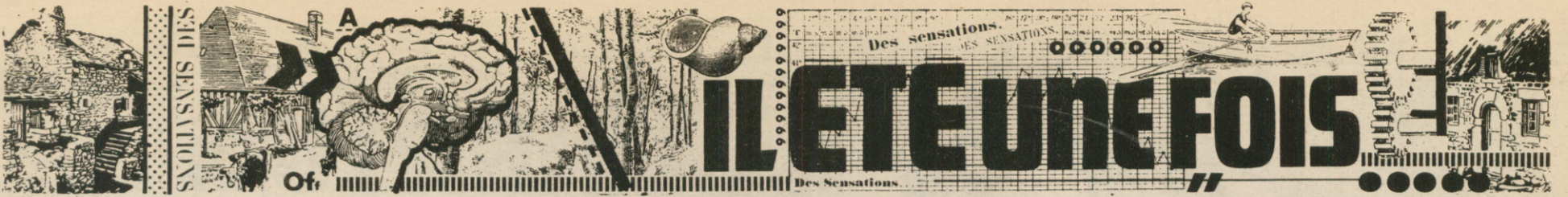
A 2

14.45 Bergeval père et fils (feuilleton)
15.00 Opéra sauvage
Film de F. Rossif sur l'Iran avec une musique de Vangelis Papatianassiou.
15.50 Aujourd'hui madame

16.45 Champions (série américaine)
17.35 Le monde enchanté d'Isabelle (feuilleton)
18.00 Vacances animées
18.45 Flash d'actualités
18.55 Des chiffres et des lettres
19.20 Actualités régionales
19.45 Les détours de France
20.00 Journal
20.30 Les dossiers de l'écran
Les premiers rois d'Israël
Film: *Saül et David*, film italien de Marcello Baldi (1964).
U péplum inédit en France.
Débat sur l'histoire d'Israël après Moïse.
23.30 Journal

FR 3

19.20 Actualités régionales
19.40 Pour la jeunesse
19.55 Flash d'actualités
20.00 Les jeux de vingt heures
20.30 Les lanciers noirs
Film italien de Giacomo Gentilomo (1961).
Un « cape et épées » médiéval de la grande époque italienne réalisé par quelqu'un qui n'était pas trop nul. C'est pas du Freda, mais c'est pas mal.
22.05 Journal



« Touriste, si tu te fais traiter de doryphore en Euskadi-Nord... »

7 000 chômeurs sur la côte basque et l'exode massif des jeunes. Disparition de toutes les industries traditionnelles (chaussures, conserveries).

La crise dans les boîtes les plus importantes : Aéro (Turbo, Bréguet) et la chimie (complexe de Lacq). La majorité des luttes axées sur la défense de l'emploi, à l'heure actuelle : Etablissements Soubelet (conserveries de Saint-Jean de Luz), La Rosée, là aussi menaces de licenciements.

A l'intérieur, en milieu rural, après une période d'exode massif, les jeunes expriment une volonté de rester travailler au pays, les luttes se développent contre les accapareurs de terre et les spéculateurs, contre la répression syndicale dans une coopérative où les travailleurs ont pu compter sur l'aide déterminée des paysans.

Le soleil, la mer, la montagne, les fêtes, le folklore, voilà l'image que donnent du Pays basque, affiches publicitaires et marchands de tourisme. Car le tourisme, même s'il tient dans les activités où les emplois ont une place secondaire ou peut-être marginale, est le choix qu'a fait la bourgeoisie pour la région.

La côte basque est livrée en pâture à l'appétit vorace des promoteurs sous l'œil bienveillant de notables charognards qui partagent le festin. La pêche est en crise ? Tant mieux, il y aura plus de place pour les ports de plaisance. Place au tourisme de luxe. La haute bourgeoisie espagnole emplit casinos et boutiques de mode et les notable croassent à la catastrophe économique : il faut rester bien sage pour ne pas l'effrayer.

A l'intérieur du pays, la bourgeoisie touristique investit les municipalités. Entre celles-ci, c'est la course de vitesse. Chacune a son projet de lac, de piscine (découverte puisqu'elle doit servir essentiellement à faire venir les touristes, l'été. Des paysans dans une piscine ? Non, mais vous rigolez !).

Même la montagne basque est quadrillée de routes dont l'utilité sera davantage de permettre aux touristes d'y accéder que de servir aux gens du pays.

Bref, le touriste se voit proposer chaque jour de la saison des spectacles, danses et chants folkloriques, pelote basque avec les super champions, courses de vache hebdomadaires, noce basque, etc., festival de la force basque... On l'appâte... pour ferrer son porte-monnaie dans les bars, restaurants, commerces. On lui sert un ersatz de folklore chosifié, marchandisé, destiné à être fixé sur les pellicules. Les gens du pays sont conviés à exhiber leurs mollets, leurs costumes, les trémolos de la voix, leur souplesse, leur dextérité, leur force. Mais leurs problèmes, on s'en fout. Que le sous-préfet chasse le paysan à coups de CRS, aucune municipalité, aucun notable ne lèvera le petit doigt. « La populace » doit rester chez elle, se cantonner dans sa réserve d'Indiens, garder l'image stéréotypée pour le touriste chasseur d'images.

Touriste, si tu te fais traiter de « criquet » ou de « doryphore », si les gens ne sont pas toujours très accueillants, si parfois ils ont même une franche hostilité, si les murs

portent des slogans malveillants à ton égard, essaie de comprendre, comprendre que la jeunesse en a ras-le-bol de voir les investissements touristiques alors qu'il y a 7 000 chômeurs sur la côte basque et qu'elle est obligée de s'exiler, ras-le-bol de voir que l'on bétonne partout, que l'on vend son pays. Comprends qu'elle en a marre de servir de guignol, que sa langue est bafouée. Elle ne sert que dans les chansons et dans les parties de pelote, mais on refuse toujours de l'introduire dans les écoles, de financer les ikastolas.

Et qu'après l'avoir exploité, bafoué, nié toute l'année, on le caresse dans le sens du poil pour qu'il joue son personnage folklorique, le temps d'un été.



« Vitoria surf : réalisation immobilière sur le front de mer (scandale financier) dont le bureau de vente a été détruit par le groupe Iparrak. Il a été aussitôt recouvert par les affiches publicitaires... montrant aux touristes, comment devenir basque ! ».

L'INSOLENCE BASQUE

Vous connaissez le sous-préfet de Bayonne ? Non ! C'est tant mieux. Ce triste personnage s'est permis de traiter les agriculteurs basques de « populace » pour ensuite du haut de son dédain faire donner des CRS à coups de matraque et de grenades à tirs tendus.

Depuis, ce grand amateur de banquets n'osait se montrer en public. Sa première sortie fut pour le comice agricole de Saint-Pée-sur-Nivelle dont on sait que l'activité principale est le gueuleton...

Mal lui en pris car à peine arrivé, des paysans ont distribué un tract et lui en ont remis un en main propre. Il est devenu tout pâle. Et, quand il s'est installé à table, trois conseillers municipaux se sont levés pour expliquer qu'ils ne pouvaient partager la table

de celui qui traite les paysans de populace et leur envoie les CRS.

Dimanche, la fête du thon à Saint-Jean de Luz, beaucoup de jeunes sont rassemblés, une bagarre éclate, les flics s'en mêlent. Ce banal fait divers prend une ampleur telle que les CRS sont arrivés en renfort et ont ratonné toute la nuit contre les jeunes qui les bombardaient de bouteilles et de pavés (une rue entière).

Lur-Berri : une coopérative agricole de Saint-Palais. Le patron tente de mettre au pas une remuante section CFDT. Il licencie le délégué syndical pour motif de grève sans préavis et diminution du chiffre d'affaires. La riposte est immédiate : grève générale. Le soir des négociations, une centaine de paysans envahissent la coopérative et séquestrent la direction jusqu'à réintégration du délégué.

Petit guide incomplet et partial du Pays basque

Sachez que...

Sachez que : — entre Biarritz et la frontière espagnole, vous empruntez l'autoroute la plus

chère d'Europe (6,50 F pour 23 km) ; — en dehors des petits ports traditionnels, vous

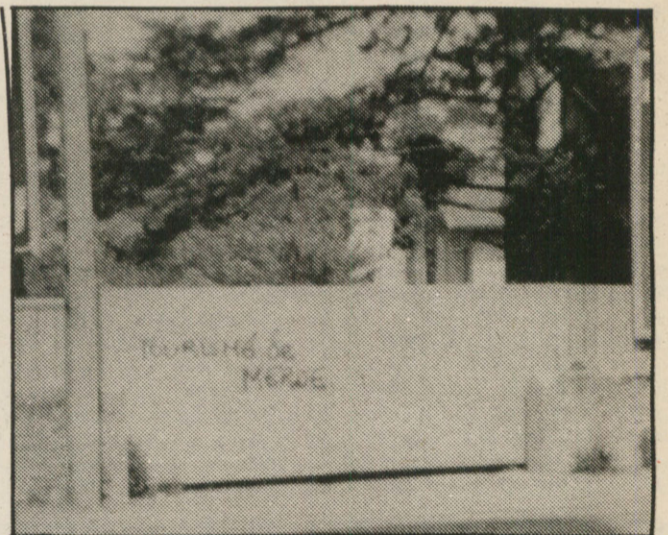
pourrez vous approvisionner en poisson frais et moins cher sur le quai de l'Adour à Bayonne (rive droite), face à la bourse du travail où les pêcheurs viennent vendre leurs produits quotidiennement ;

— pour faire du naturisme, tout la côte basque est interdite. Naturisme sauvage entre toutes les plages traditionnelles de Bayonne et Hesseger... mais la mer y est très dangereuse ! pas de possibilités de baignades !

— le « ttoro » ou soupe de poissons basque ressemble d'avantage à la bouillabaisse qu'à une soupe de poissons « moulinette ». On doit y retrouver de nombreux crustacés et des morceaux de poissons entiers.



« Touriste fait gaffe »....



« Tourisme de merde »... « Vive Euskadi libre ».

Des adresses et des idées

— Librairie Zabal, rue Panneau, Bayonne.
— Planning familial, 7 rue Panneau, 1^{er} étage, Bayonne, tél. 25.25.29.
— Pour les marches en montagne : Auna Mendi, centre socio-culturel du Polpolo (MJC), Bayonne, tél. 63.21.40 et 25.49.75.

— Deux associations se consacrent particulièrement à la promotion de l'enseignement basque Seaska (musée basque, 1 rue Marengo, Bayonne, tél. 25.64.26) qui regroupe les ikastolas d'Euskadi Nord et Ikas (15, rue Port-Neuf, Bayonne, tél. 25.69.46) qui œuvre pour l'introduction du basque dans les écoles françaises.

— Musée basque, 1 rue Marengo, Bayonne... et sa salle des socières et sa documentation passionnante sur sorcellerie en Pays basque, lien entre l'émergence de ce « phénomène » et les soulèvements populaires de l'époque...

— L'association Mende Berri organise au mois d'août à Saint-Palais un stage d'été pour apprendre le basque. Les cours auront lieu du 1^{er} au 27 août 1977, à raison de 6 heures par jour. Ces cours sont prévus pour tous les niveaux (initiation, perfectionnement), films et soirées-débats sont également annoncés. Prix de revient en internat tout compris : lycéens 550 F, étudiants 700 F, salariés 800 F.

Renseignements et inscriptions à Mende Berri, 28 rue Passemillon, Bayonne.

